

*Les subsides*

**M. Dick:** Gardez ces beaux discours pour vous.

**M. Nystrom:** Le député conservateur me dit de garder ces beaux discours pour moi. Je suis content qu'il ait dit cela. Nous connaissons maintenant la position du parti conservateur. Si l'on peut se vautrer dans l'auge publique comme un vieux porc, il faut le faire. C'est ce que dit le parti conservateur. On a doublé le personnel du cabinet du premier ministre et augmenté le traitement des employés. Voilà l'attitude du parti conservateur. Plus on est riche, plus on se remplit les poches.

Et pourtant, mon électrice M<sup>me</sup> Seely a vu cette année son impôt augmenter de 600 p. 100 sur un revenu imposable de \$2,222. Ce n'est pas juste. M<sup>me</sup> Seely de Yorkton a dû payer davantage d'impôt cette année parce que le premier ministre abuse de ses privilèges. Son impôt est passé de \$21 à \$127. Cela peut-être payer une minute de vol dans l'avion très coûteux du premier ministre lorsqu'il promène son équipe. Je me demande s'il y avait aussi un maquilleur? Voilà le genre de premier ministre que nous avons. Il est trop préoccupé par son image. Il se sert de deux avions pour ses déplacements. Nous n'avons jamais vu dans notre pays un telle prétention à la royauté que de la part de l'actuel premier ministre.

Je comprends pourquoi tant de conservateurs étaient mécontents lorsqu'il a battu l'ancien premier ministre, M. Joe Clark, à la tête de ce parti il y a trois ans. Nous avions au moins avec lui une personne qui comprenait et connaissait l'homme de la rue. Lorsqu'il était premier ministre il n'aurait pas dépensé \$40,000 pour se promener en avion avec une équipe de cinéma afin qu'elle le prenne en photo. Cela dépasse vraiment les bornes. A mon avis, il devrait y avoir des députés conservateurs à la Chambre qui prennent la parole et s'élèvent contre ce genre d'abus.

Je souhaite que nous ne soyons pas obligés par le Règlement de la Chambre de nous prononcer ce soir sur le budget des dépenses parce qu'avec la majorité écrasante de conservateurs, il va être adopté. Ainsi, on gaspillera encore davantage les deniers publics dans l'intérêt du premier ministre et de ses amis. Il nomme la plupart de ses amis au Sénat ou leur offre des sinécures, ce qui est une autre forme de gaspillage des deniers publics.

• (1610)

Je devrai dire à mon électrice, M<sup>me</sup> Seeley, que ses impôts sont passés cette année de \$21 à \$127, même si son revenu imposable était légèrement supérieur à \$2,000 seulement. Ses impôts ont été augmentés, parce que le premier ministre gaspille son argent. L'année prochaine, elle subira probablement une autre augmentation d'impôt, car le gouvernement conservateur dépensera encore davantage pour les riches et les puissants.

C'est un peu comme Peter Pocklington dans votre province, monsieur le Président. Il s'agit d'un conservateur fort riche qui affirme que les salaires sont trop élevés et devraient être fixés par les lois du marché et qui empêche alors les travailleurs de l'usine Gainers, d'Edmonton, de négocier un nouveau contrat. Selon lui, les travailleurs ne devraient pas recevoir autant, et si le marché impose un salaire de \$3 ou \$4 de l'heure, on ne

devrait pas leur verser plus. C'est pourtant le même M. Pocklington qui demande au gouvernement conservateur de la Saskatchewan des subventions de 10 millions de dollars. Quelle hypocrisie. D'un côté, il faut laisser agir les forces du marché, mais de l'autre, c'est le plus gros quêteux en Cadillac de l'ouest du pays. Il supplie les gouvernements de le subventionner grâce aux deniers publics. Une fois de plus, ce sont des gens comme M<sup>me</sup> Seeley, dont le revenu imposable est de \$2,000 par an, qui payent pour un profiteur comme Peter Pocklington.

C'est typique du parti conservateur et c'est pourquoi nous ne devons pas adopter le budget des dépenses sous sa forme actuelle. Plus nous donnerons d'argent aux conservateurs, plus ils en dépenseront et ainsi, le déficit augmentera et M<sup>me</sup> Seeley et tous ses amis de Yorkton devront payer encore davantage d'impôts.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Des questions ou des observations? Le débat.

[Français]

**M. Gabriel Fontaine (Lévis):** Monsieur le Président, il me fait plaisir aujourd'hui de m'adresser à cette Chambre ainsi qu'aux Canadiens et aux Canadiennes pour expliquer de quelle façon notre gouvernement va efficacement dépenser 107 milliards de dollars, tout en tenant compte que nous avons 26 milliards de dollars à payer en intérêts sur les dettes de nos prédécesseurs, les libéraux, et tout en tenant compte également que nous allons dépenser 53 milliards de dollars au niveau des affaires sociales. Alors, étant donné les maigres marges de manoeuvre qu'il nous reste, il me fait plaisir d'expliquer aujourd'hui à cette Chambre de quelle façon nous allons nous y prendre.

Nous avons un organisme de contrôle qui est en place, qu'on appelle le Conseil du Trésor, et c'est particulièrement à ce niveau-là que nous allons veiller à ce que nos ressources soient bien dépensées, que les sommes mises à la disposition du Parlement soient bien gérées. Et c'est pour cela que je parlerai d'initiatives importantes du gouvernement à cet égard, soit précisément la gestion de la trésorerie.

Avant que les Canadiens élisent un gouvernement conservateur en septembre 1984, notre chef qui est maintenant premier ministre (M. Mulroney) a exposé les grandes lignes du programme politique progressiste conservateur en vue d'une gestion à la fois plus efficace et plus pratique des affaires de l'État. Dans le document intitulé «Pour une gestion productive», l'approche PC, il a décrit les mesures qu'il faudrait adopter pour arriver à cette démarche plus pratique et je cite, monsieur le Président:

Une des plus grandes priorités de l'administration progressiste conservatrice sera d'opérer des changements dans les techniques et méthodes de gestion du gouvernement fédéral afin de garantir le meilleur usage possible des fonds des contribuables. Le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor ont lancé une série de programmes pour faire de cet objectif une réalité. Une des initiatives envisagées dans ce sens est le programme de gestion de la trésorerie qui vise à faire en sorte que les fonds que les Canadiens confient au gouvernement et à nous en tant que membres du Parlement soient bien gérés. D'emblée on pourrait penser que la gestion de la trésorerie est une activité qui relève uniquement des banques, des